

Un sommet de la Francophonie très africain à Kinshasa

À Kinshasa, la nouvelle politique africaine du président français François Hollande sera soumise par tous, lui qui a recommandé vendredi à Dakar de « tout se dire », « sans ingérence mais avec exigence ». Or il a prévu de commencer sa journée par un entretien avec le président Joseph Kabila, la tête du pays depuis l'assassinat de son père Laurent Desiré en 2001, et révolu fin 2011 à l'issue d'un scrutin marqué par de nombreuses fraudes. Dans l'après-midi, M. Hollande devait aussi rencontrer l'opposant historique Etienne Tshisekedi, 79 ans, qui, depuis le scrutin contesté de 2011, se présente comme le véritable « président élu ». Le sommet de l'OIF a pour thème : « Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à la bonne gouvernance ». Mais deux sujets devraient dominer, samedi, les débats à huis clos : le conflit qui oppose l'armée congolaise à des rebelles dans l'Est de la RDC et l'occupation du Nord du Mali par des groupes islamistes armés. Tous les deux ans, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et les 75 Etats ou gouvernements qui la composent tiennent ainsi leur sommet. Outre son action en faveur de la promotion du français et de l'éducation, l'OIF mène aussi une action plus politique de défense des droits de l'Homme et de l'Etat de droit. Dans ce cadre, elle assure des médiations dans les conflits, aide à l'organisation d'élections et condamne les coups d'Etat. A ce titre, elle peut prononcer la suspension de certains de ses pays membres, tels Madagascar depuis 2009, le Mali et la Guinée-Bissau depuis 2012. Premières arrivées de chefs d'Etat à Kinshasa Neuf chefs d'Etat africains sont arrivés vendredi à Kinshasa où débute samedi le 14e sommet de la Francophonie, le premier à avoir lieu en Afrique centrale. Au total, une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement sont officiellement attendus pour ce sommet dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), soit deux fois moins qu'à l'occasion 2010 qui avait eu lieu à Montreux, en Suisse. Vendredi, les présidents Ali Bongo du Gabon, Paul Biya du Cameroun, Mahamadou Issoufou du Niger, Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Alpha Condé de la Guinée, François Bozizé de la Centrafrique, Blaise Compaoré du Burkina Faso, Pierre Nkurunziza du Burundi, et Moncef Marzouki de la Tunisie, ont été accueillis à l'aéroport de Ndjili. Le Premier ministre congolais Augustin Matata Ponyo ou le ministre congolais de la Défense, Alexandre Luba Ntambo, les attendaient sur le tapis rouge. Le président haïtien Michel Martelly est également arrivé vendredi à Kinshasa, marquant ainsi sa « première visite (...) en Afrique depuis son entrée en fonction le 14 mai 2011 », selon un communiqué de la présidence haïtienne. Kinshasa a également accueilli vendredi le vice-président du Conseil fédéral suisse, Ueli Maurer, ainsi que le président comorien, Ikililou Dhoinine, la veille. De son côté, le président français François Hollande n'était attendu que samedi matin à Kinshasa, d'où il devait repartir le soir même. M. Hollande, dont c'est le premier voyage africain, arrivera de Dakar. La Belgique, ancienne puissance coloniale de la RDC, sera de son côté représentée par le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders. Le Premier ministre belge Elio Di Rupo, premier francophone à diriger un gouvernement en Belgique depuis les années 70, avait annoncé qu'il n'irait pas à Kinshasa car les dates du sommet coïncidaient avec les élections municipales en Belgique. Le secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, avait « ardemment souhaité » la présence du président rwandais Paul Kagame. Mais ce dernier devrait être le grand absent de ce sommet consacré en partie au conflit dans l'est de la RDC, où le Rwanda est accusé d'apporter un soutien militaire aux rebelles. Le Tchad a envoyé, de son côté, son Premier ministre, Emmanuel Ndingar. Le chef du gouvernement libanais Najib Mikati était attendu dans la soirée. Tous les deux ans, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et les 75 Etats ou gouvernements qui la composent tiennent leur sommet. La Francophonie organise officiellement « les relations politiques et de coopération entre les Etats ayant en partage l'usage de la langue française et le respect des valeurs universelles ».